

**Déclaration de la société civile portant sur la deuxième réunion de haut niveau (HLM2) du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement (PMCED)  
28 novembre – 1<sup>er</sup> décembre 2016  
Nairobi, Kenya**

Le Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement (POED) se félicite du document final de Nairobi et s'engage à continuer à faire progresser le programme d'action de la coopération efficace au service du développement.

En tant que membre du PMCED, le POED, une plate-forme ouverte qui réunit des organisations de la société civile (OSC) du monde entier, a participé à la HLM2 avec une délégation de 400 OSC. Des représentants de la société civile ont dirigé et participé à la planification de toutes les séances plénières, ainsi que de nombreuses sessions de travail et événements parallèles. Nous avons pris la parole aussi bien dans les groupes d'experts que depuis le public. À travers des actions collectives, nous avons élevé nos voix et fait passer nos messages. Nous avons présenté des recommandations officielles suite à toutes les versions du texte appelé à devenir le document final de Nairobi. Tout ceci, pour faire entendre d'une seule voix nos principales revendications :

- (1) Que les engagements relatifs à la coopération au développement pris depuis la conférence de Paris soient respectés et appliqués à toutes les parties prenantes au moyen d'un cadre de suivi qui reconnaisse les différentes dimensions du développement ;
- (2) Que le problème du rétrécissement et de la fermeture des espaces dévolus à la société civile soit reconnu et traité, et que le PMCED renouvelle son engagement à créer un environnement favorable pour maximiser la contribution des OSC au développement ;
- (3) Que tous les membres du Partenariat mondial veillent à ce que le secteur privé fasse preuve de responsabilité dans ses interventions liées au développement, en particulier en ce qui concerne les domaines du travail, de l'environnement et des normes relatives aux droits de l'homme ;
- (4) Que l'intégrité du mandat du PMCED en tant que plate-forme multipartite inclusive pour garantir l'efficacité de la coopération au développement soit maintenue, en ce qu'il contribue à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) ; et
- (5) Que la nature inclusive de la plateforme se traduise par une plus grande parité dans sa représentation et sa direction, en adoptant notamment une structure de gouvernance qui permette d'établir un quatrième co-président non exécutif.

Nous avons constaté des progrès importants dans bon nombre de ces domaines. Le document final de Nairobi a souligné qu'il était nécessaire de mettre en œuvre les engagements précédents pour faire avancer le programme de coopération au développement. Il s'engage à inverser la tendance au rétrécissement et à la fermeture des espaces civiques et à aider les OSC à déployer tout leur potentiel pour contribuer à un développement efficace. Il renforce par ailleurs le rôle du PMCED dans la mise en œuvre des engagements existants en matière d'efficacité, tout en faisant progresser le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Nous reconnaissons que ces acquis ont été possibles grâce à l'accueil du gouvernement du Kenya, qui a orienté les négociations du document final de Nairobi dans un esprit de partenariat. Grâce à son leadership, les points relatifs à l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et le rôle des jeunes dans le développement ont été renforcés.

En dépit de ces progrès, le POED demeure préoccupé par l'absence de références à l'appropriation démocratique en tant qu'action commune convenue dans l'accord de partenariat de Busan, l'érosion du rôle de la société civile pour tenir les gouvernements responsables (*alinéa 41f*), et le manque d'importance accordé à l'appropriation, par chaque pays, de son propre développement économique et social (*alinéa 36*). En outre, nous sommes préoccupés par le manque de clarté des objectifs (à savoir, éliminer la pauvreté et réduire les inégalités) associés à l'utilisation du financement public international en faveur du développement du secteur privé (*alinéa 23*). Le POED a l'intention de donner suite à ces préoccupations au sein du PMCED.

Les OSC ont travaillé dur tout au long du processus. À l'issue de la HLM2, nous avons décroché plusieurs engagements importants de la part du Partenariat, susceptibles d'être utilisés comme base pour la responsabilisation de toutes les parties du PMCED, nous y compris. Au-delà de la HLM2, nous nous engageons à appliquer la formulation et l'esprit du document final de Nairobi pour contribuer aux ODD et répondre aux problèmes sur le terrain. Pour notre part, nous avons à cœur les nombreux engagements que nous avons pris dans ce document final. Ils continueront à guider nos actions, ainsi que par les Principes d'Istanbul sur l'efficacité des OSC en matière de développement.

Enfin, nous notons que la volonté politique, appuyée par un engagement de haut niveau, est nécessaire pour la mise en œuvre des nouveaux engagements. La société civile reconnaît l'importance de la HLM2 en tant que jalon dans l'évolution continue du PMCED, et s'engage à



CSO Partnership  
for Development Effectiveness



HLM2

mobiliser tous les partenaires dans le programme de la coopération efficace au service du développement. Nous agirons ainsi à tous les niveaux afin de susciter l'élan politique nécessaire. Nous irons de l'avant dans cette plate-forme multisectorielle unique, en nous réjouissant de nos contributions réussies, mais sans relâche jusqu'à ce que nous constatons des résultats pour les populations pauvres, marginalisées et vulnérables.

###

